



FAITS MARQUANTS DE VARSOVIE:

MERCREDI 13 NOVEMBRE 2013

Au cours de la matinée, la plénière de la CdP a été convoquée. Les séances plénières de la CMP et du SBSTA ont eu lieu dans l'après-midi. Tout au long de la journée, un certain nombre de groupes de contact, de consultations informelles, d'ateliers et d'autres événements ont eu lieu dans le cadre de la CdP, du SBI, du SBSTA et de l'ADP. Ils ont notamment inclus: la deuxième réunion du dialogue structuré entre experts sur l'Examen de la période 2013-2015; l'atelier de l'ADP sur les leçons tirées des expériences pertinentes d'autres accords environnementaux multilatéraux (AEM); les consultations ouvertes à tous de l'ADP sur les éléments de l'accord de 2015; les consultations ouvertes à tous de l'ADP sur le secteur d'activité 2; un groupe de contact SBSTA/SBI sur l'Examen de la période 2013 à 2015; et un groupe de contact de la CdP sur les questions liées au financement.

PLÉNIÈRE DE LA CDP

QUESTIONS D'ORGANISATION: Dates et lieux des futures sessions: Le PÉROU a offert d'accueillir la CdP 20/ CMP 10 du 1er au 12 décembre 2014 à Lima. La FRANCE s'est proposée pour accueillir la CdP 21/CMP 11 du 30 novembre au 11 décembre 2015 à Paris. Le Président de la CdP Korolec consultera les Parties sur les offres pour accueillir les sessions futures.

QUESTIONS RELATIVES AU FINANCEMENT:

Programme de travail sur le financement à long terme (FLT): Le Co-président du Programme de FLT, Mark Storey (Suède), a présenté le programme de travail étendu sur le FLT (FCCC/CP/2013/7), en soulignant la nécessité de transparence dans la définition et le suivi du FLT, et appelant à identifier les moyens de multiplier les financements privés pour l'adaptation.

Les Philippines, s'exprimant au nom du G-77/CHINE, ont déclaré qu'un résultat positif en 2015 dépend des progrès en matière de prévisibilité, de responsabilité et de durabilité du FLT. L'Égypte a souligné, au nom du GROUPE AFRICAÏN, que l'ampleur des mesures prises face aux changements climatiques est liée à l'ampleur de l'appui fourni aux pays en développement, mettant en exergue l'écart dans le financement de l'adaptation. Les MALDIVES ont encouragé les pays développés à élaborer un accord sur la répartition du fardeau pour atteindre l'objectif annuel de 100 milliards de dollars. La Colombie, s'exprimant au nom du l'AILAC, a instamment demandé: la clarté et la prévisibilité dans l'allocation du financement; la clarté concernant l'ampleur des ressources à mobiliser; et un financement suffisant pour le Fonds d'adaptation (AF).

L'UE a indiqué qu'elle a rempli ses obligations en matière de FLT et en a présenté rapport. La RÉPUBLIQUE DE CORÉE a proposé la création d'un groupe de travail sur le FLT afin d'entamer un dialogue politique sur cette question.

Rapport du Comité permanent du financement (CPF):

Les Co-Présidents du CPF, Diann Black-Layne (Antigua-et-Barbuda) et Stefan Schwager (Suisse) ont présenté le rapport (FCCC/CP/2013/8). Le G-77/CHINE et le GROUPE AFRICAÏN ont appelé à des travaux sur la MRV du soutien. La BOLIVIE a demandé que l'attention soit orientée sur les forêts.

Fonds vert pour le climat (FVC): L'ancien Co-Président du FVC, Zaheer Fakir (Afrique du Sud), a présenté le rapport du FVC (FCCC/CP/2013/6). Il a indiqué que Manfred Konukiewicz (Allemagne) et Jose Maria Clemente Sarte Salceda (Philippines) ont été élus en tant que nouveaux Co-Présidents du FVC.

Le G-77/CHINE, les Maldives, s'exprimant au nom de l'AOSIS, la ZAMBIE, le BRÉSIL et d'autres ont appelé à une opérationnalisation et une capitalisation rapide et substantielle du FVC. Le G-77/CHINE a souligné que le mécanisme en faveur du secteur privé (MSP) du Fonds sera mené par les pays et sera voué à un développement durable. Le GROUPE AFRICAÏN a appelé à une mobilisation initiale, un processus de reconstitution des ressources, et à se centrer sur le financement de l'adaptation. L'INDE a plaidé pour équilibrer le financement de l'atténuation et de l'adaptation.

Arrangements entre le FVC et la CdP: Le Président de la CdP KOROLEC a indiqué que la CdP avait demandé au CPF et au Conseil du FVC de développer des arrangements entre la CdP et le FVC. Le G-77/CHINE a souligné: que le FVC doit être guidé par la CdP et être responsable devant elle; et la nécessité de fournir des orientations sur des questions telles que les critères d'admissibilité, le plus tôt possible.

Rapport du Fonds pour l'environnement mondial (FEM):

Le FEM a présenté son rapport annuel (FCCC/CP/2013/3 et Add.1) et une mise à jour sur l'état des ressources (FCCC/SBI/2013/INF.9).

Concernant les points de vue et les recommandations des Parties sur les éléments à prendre en compte pour élaborer les directives à l'intention du FEM (FCCC/CP/2013/MISC.4), le G-77/CHINE a exprimé son soutien pour le travail du FEM et a demandé au FEM d'élaborer une stratégie pour sa reconstitution, compte tenu de son rôle dans l'évolution de l'architecture financière, y compris le FVC. Soulignant l'appui au développement et au transfert de technologies, l'OUGANDA a indiqué que davantage de ressources doivent être mobilisées pour aborder les besoins des pays en développement en matière d'atténuation et d'adaptation.



Cinquième Examen du mécanisme financier: Concernant cette question (FCCC/CP/2013/8 & FCCC/CP/2013/INF.2), le G-77/CHINE a souligné que le mécanisme financier de la Convention doit rester en place pour tout nouvel accord, mettant en exergue la nécessité d'assurer la prévisibilité et l'accessibilité, ainsi que l'équilibre dans l'utilisation des ressources financières.

Kamel Djemouai (Algérie) et Herman Sips (Pays-Bas) co-présideront un groupe de contact sur ce point de l'ordre du jour et sur le sous-point précédent sur le financement.

Rapport sur le Programme de travail sur le financement axé sur les résultats visant à favoriser la pleine mise en œuvre des activités mentionnées au paragraphe 70 de la décision 1/CP.16 (REDD+): Christina Voigt (Norvège) a présenté le rapport sur les deux ateliers du programme de travail sur le financement axé sur les résultats (FCCC/CP/2013/5).

Le BRÉSIL a souligné la nécessité de mettre en évidence la relation entre ce programme de travail et d'autres voies de négociation. Remarquant que jusqu'ici le financement de la REDD+ a été versé principalement à travers des canaux bilatéraux et multilatéraux, le G-77/CHINE a déclaré que le financement de la REDD+ doit être sous l'autorité de la CdP et constituer une partie d'un plan de financement global.

Agus Sari (Indonésie) et Christina Voigt (Norvège) co-présideront un groupe de contact sur le financement de la REDD+ axé sur les résultats.

PROPOSITION DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE POUR MODIFIER L'ARTICLE 4.2 (f) DE LA CONVENTION:

Les consultations informelles seront facilitées par Iwona Rummel-Bulska (Pologne).

PROPOSITION DE LA PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE ET DU MEXIQUE DE MODIFIER LES ARTICLES 7 ET 18 DE LA CONVENTION:

Les consultations informelles seront facilitées par Iwona Rummel-Bulska (Pologne).

PROPOSITIONS DES PARTIES EN VERTU DE L'ARTICLE 17 DE LA CONVENTION: Ce point sera abordé au cours de la plénière de clôture.

PRISE DE DÉCISION DANS LE PROCESSUS DE LA CCNUCC: Le Président de la CdP Korolec a noté que ce point et l'adoption du règlement intérieur, et la proposition de la Papouasie-Nouvelle-Guinée et du Mexique visant à modifier les Articles 7 et 18 de la Convention seront abordés séparément. Il a souligné qu'aucun point de l'ordre du jour n'a de statut spécial dans un processus conduit par les Parties.

Des consultations informelles seront facilitées par Gabriel Quijandria Acosta (Pérou) et Beata Jaczewska (Pologne). Les Fidji ont demandé, au nom du G-77/CHINE, que les consultations informelles soient ouvertes à tous et ont mis en garde contre la duplication, les préjugés et les chevauchements.

PLÉNIÈRE DE LA CMP

RAPPORT DU COMITÉ DE CONTRÔLE DU RESPECT DES DISPOSITIONS:

Le Co-Président du Comité de contrôle du respect des dispositions, Khalid Abuleif (Arabie saoudite) a présenté le rapport annuel du Comité (FCCC/KP/CMP/2013/3). Ilhomjon Rajabov (Tadjikistan) et Ida Kärnström (Suède) mèneront des consultations informelles.

Application conjointe (AC): Le Président du Comité de supervision de l'application conjointe (JISC), Derrick Oderson (Saint-Kitts-et-Nevis), a présenté le rapport annuel du Comité (FCCC/KP/CMP/2013/4 et Corr.1). Notant que le AC demeure à un stade critique, il a déploré la faible quantité de demande de crédits et l'incertitude concernant l'avenir.

Yaw Osafo (Ghana) et Dimitar Nikov (France) co-présideront un groupe de contact.

MÉCANISME DE DÉVELOPPEMENT PROPRE (MDP):

Concernant le rapport du Conseil exécutif (CE) du MDP (FCCC/KP/CMP/2013/5, parties I et II), le Président du CE du MDP, Peer Stiansen (Norvège) a appelé les Parties à définir le rôle attendu du MDP dans le nouveau régime.

L'Afrique du Sud, s'exprimant au nom du GROUPE AFRICAÏN, a déploré le faible niveau d'ambition des objectifs de réduction des émissions, et a appelé à la réforme du MDP. La ZAMBIE a déclaré que la réforme devrait porter, entre autres sur: la transparence, la reddition de comptes; les méthodologies simplifiées; et les coûts de transaction.

L'UE a appelé à une coopération internationale pour améliorer l'efficacité, l'intégrité et la gouvernance environnementale du MDP.

La Banque mondiale a recommandé d'utiliser la révision des modalités du MDP comme une opportunité pour procéder à des réformes de fond. Le CAN appelé à: la réforme des exigences en matière d'additionnalité; l'exclusion des projets de grande envergure; et l'établissement d'un mécanisme de surveillance et de procédures d'engagement avec les communautés locales.

Giza Gaspar Martins (Angola) et Marko Berglund (Finlande) co-présideront un groupe de contact.

FONDS POUR L'ADAPTATION: Le président du Conseil du Fonds pour l'adaptation (CFA), Hans Olav Ibrek, a présenté le rapport du Conseil du Fonds pour l'adaptation (FCCC/KP/CMP/2013/2).

De nombreuses Parties ont souligné la nécessité d'un financement prévisible, adéquat et durable. Le BELIZE a décrit l'écart entre les 16,5 millions de dollars amassés par rapport à l'objectif de collecte de fonds de 100 millions de dollars US comme « un grand coup » pour les PMA. L'ÉGYPTE a signalé le FA comme la principale source de soutien pour l'adaptation proposant un accès direct et a appelé à une focalisation sur les possibilités de reconstitution des ressources. CLIMATE JUSTICE NOW! a souligné que les PAN devraient être considérés comme un investissement et non comme des coûts, et a expliqué que le sous-financement est le résultat du manque de fiabilité du marché. Le groupe de la JEUNESSE a déploré que les pays riches aient évité de remplir leur obligation morale de fournir un financement.

Suzanty Sitorus (Indonésie) et Ana Fornells de Frutos (Espagne) co-présideront un groupe de contact.

QUESTIONS D'ORGANISATION: État de la ratification de l'Amendement de Doha au Protocole de Kyoto: Le Secrétariat a expliqué que l'amendement de Doha requiert 144 ratifications afin d'entrer en vigueur et que le dépositaire a reçu les instruments d'acceptation de la Barbade, de Maurice et des Émirats arabes unis.

L'UE a souligné son intention de ratifier l'Amendement de Doha dès que possible et a noté que plus de 110 autres Parties devront également le ratifier. La NORVÈGE a informé que son Parlement examinera prochainement une proposition de ratification. Exprimant sa déception concernant l'état de la ratification, la CHINE a annoncé son intention de ratifier l'Amendement de Doha d'ici la fin 2014.

AUTRES QUESTIONS: Les Fidji, s'exprimant au nom du G-77/CHINE, ont demandé des informations au Secrétariat sur l'organisation de la table ronde ministérielle de haut niveau à Bonn en juin 2014 pour examiner les informations relatives aux engagements de réduction d'émissions quantifiées des Parties visées à l'Annexe I et leurs intentions d'augmenter leur ambition de réduction. Le Secrétariat organisera une réunion d'information informelle.

ADP

Éléments de l'accord 2015 (adaptation): Au cours des consultations informelles de l'ADP sur l'adaptation en matinée, le Secrétariat a présenté une synthèse des observations sur les coûts, les avantages et les possibilités en matière d'adaptation (FCCC/TP/2013/10).

Bon nombre de Parties ont indiqué que l'accord de 2015 devrait refléter l'urgence de l'adaptation pour signaler aux institutions internationales, aux pays donateurs et au secteur privé, la nécessité de partenariats; reconnaître les efforts d'adaptation en cours par les Parties; contenir un élément d'examen holistique évaluant les actions et les besoins nationaux et mondiaux; et renforcer le mécanisme de financement. Soulignant la transparence comme un élément clé pour renforcer la confiance, l'une des Parties a demandé la finalisation des arrangements de MRV et la clarification de nouveaux engagements à Varsovie.

ÉLÉMENTS DE L'ACCORD DE 2015 (atténuation): le matin, les consultations informelles de l'ADP se sont poursuivies sur l'atténuation.

Un certain nombre de Parties ont convenu de l'importance d'assurer une large participation à l'accord de 2015. Certains ont souligné que les engagements d'atténuation doivent être modulés conformément aux responsabilités communes mais différenciées, et que l'amélioration de l'atténuation dans les pays en développement dépend de la fourniture de moyens de mise en œuvre.

Des appels ont été lancés pour arriver à un accord à Varsovie sur le lancement de consultations nationales sur les engagements relatifs à l'atténuation. Les Parties ont également discuté du processus de définition des engagements d'atténuation, y compris l'évaluation ex ante des engagements, certains appelant à des règles communes et soulignant que l'évaluation doit être fondée sur la science. Certaines Parties ont souligné la nécessité d'équilibrer la flexibilité des engagements fixés à l'échelle nationale et la rigidité des règles communes pour assurer l'intégrité environnementale.

Des suggestions ont été faites pour créer « une spirale ascendante de l'ambition » avec des conditions facilitant les engagements pour comparer les engagements entre les pays. Il a également été proposé que l'accord de 2015 soit souple et adaptable à l'évolution de la science et des capacités. Une Partie a souligné que les engagements doivent être remplis grâce au recours aux moyens nationaux, sans compter sur les compensations.

Les Parties ont discuté des responsabilités historiques, certaines proposant de confier au GIEC la tâche d'élaborer une méthodologie, tandis que d'autres ont indiqué que l'accent sur les responsabilités historiques ne garantit pas la réalisation de l'objectif de 2 °C.

EXPÉRIENCES PERTINENTES D'AUTRES AEM:

L'atelier de l'ADP sur les expériences pertinentes d'autres AEM a eu lieu dans l'après-midi. Le Co-Président Kumarsingh a signalé l'atelier comme une occasion d'identifier des modalités concrètes pour renforcer le niveau d'ambition pré-2020 dans le cadre du secteur d'activités 2.

Le Secrétaire général de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), John Scanlon, a souligné que: la CITES comprend des obligations claires; des règles permettent le vote et qui ont été utilisées; et les autorités nationales sont le « moteur » de la mise en œuvre.

Jorge Ocaña, de UNEP Substances chimiques, a mis en évidence les plans nationaux de mise en application de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (POP). Il a indiqué que les enseignements tirés pourraient être

la création de plans d'action nationaux et la fourniture d'un soutien par le biais du mécanisme financier de la Convention, le Secrétariat et les agences de mise en œuvre.

Megumi Seki, du Secrétariat du Protocole de Montréal sur les substances qui appauvrissent la couche d'ozone, a souligné que le Protocole est l'un des AEM à adhésion universelle les plus réussis; qu'il offre des incitations à s'y joindre suffisantes pour tous les pays; et est soutenu par l'industrie. Elle a ajouté que le succès du Protocole repose sur l'élargissement du champ d'action fondé sur la science, et la confiance entre les Parties.

Au cours des discussions, les Parties ont abordé: l'idée de permettre aux Parties de se soustraire à de nouvelles obligations; la relation entre le PNUE et le Secrétariat de la CITES; l'application du principe de précaution dans le cadre du Protocole de Montréal; la différenciation entre les obligations des pays développés et celles des pays en développement; la lutte contre les GES en vertu du Protocole de Montréal; les dispositions concernant la participation, en particulier des non-Parties; et l'impact des obligations sur les non-Parties.

VOIE À SUIVRE CONCERNANT LE SECTEUR

D'ACTIVITÉ 2: Au cours des consultations ouvertes dans l'après-midi, qui étaient ouvertes aux observateurs, le Co-Président Runge-Metzger a demandé aux Parties de se centrer sur des résultats et des actions concrètes dans le cadre du secteur d'activité 2 pour relever le niveau d'ambition. Le Secrétariat a présenté un document technique sur les bénéfices, en termes d'atténuation, des mesures, initiatives et options pour relever le niveau d'ambition (FCCC/TP/2013/8 et Add.s 1&2).

Nauru a proposé, au nom de l'AOSIS, un processus axé sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique impliquant des présentations, des documents techniques et des ateliers d'experts. Le Népal a plaidé, au nom des PMA, pour la mise en œuvre des engagements, l'élargissement de leur champ d'application et le resserrement des règles, et a insisté sur les moyens de mise en œuvre comme étant essentiels au secteur d'activité 2.

La Malaisie a déclaré, au nom de G-77/CHINE, que le renforcement des engagements des Parties visées à l'Annexe I devrait être la première étape et a appelé, entre autres, à la ratification de l'Amendement de Doha, et à l'établissement d'un mécanisme associant les propositions d'atténuation et d'adaptation avec les financements et la technologie. La CHINE a appelé à: un résultat qui reconnaît les éléments qui vont au-delà de l'atténuation; et des programmes de travail sur le caractère adéquat de l'aide financière et des DPI. L'INDE a souligné que le Protocole de Montréal vise les substances appauvrissant la couche d'ozone, et non les HFC.

L'AUSTRALIE a instamment demandé à toutes les Parties de prendre des engagements et a souligné la nécessité de mettre l'accent sur les HFC. L'UE a suggéré: des travaux techniques s'appuyant sur l'expérience d'autres organes et d'autres ateliers; des opportunités pour les ministres de faire preuve de leadership dans d'autres processus, y compris le Protocole de Montréal; et de promouvoir le rôle de catalyseur de la CCNUCC.

La Colombie a souligné, au nom de l'AILAC, la nécessité que les émissions atteignent leur point culminant en 2015, demandant, entre autres, une ambition accrue concernant la REDD+ et une session ministérielle en juin 2014.

PLÉNIÈRE DU SBSTA

La plénière du SBSTA s'est réunie brièvement dans la soirée. Le Président du SBSTA Muyungi a fait rapport de ses consultations informelles sur les questions relatives à l'agriculture et sur d'autres questions. Celles-ci concernent particulièrement la proposition du Brésil demandant au GIEC de développer une méthodologie de référence pour le calcul des émissions historiques.

Concernant l'agriculture, le SBSTA a adopté des conclusions qui reconnaissent les échanges qui ont eu lieu au cours de l'atelier en cours de session. Il a également convenu d'examiner, à la SBSTA 40, le rapport du Secrétariat sur l'atelier et les contributions des Parties et des organisations observatrices.

Concernant les autres questions, les Fidji ont demandé, au nom du G-77/CHINE, que soit notée son approbation de la proposition du Brésil et que la question soit examinée dans un groupe de contact. Notant l'absence de consensus sur la voie à suivre, le Président du SBSTA Muyungi a invité les Parties à poursuivre les consultations informelles.

GROUPES DE CONTACT, ATELIERS ET AUTRES RÉUNIONS

DIALOGUE STRUCTURÉ ENTRE EXPERTS SUR L'EXAMEN DE LA PÉRIODE 2013-2015: Au cours de l'après-midi, la deuxième réunion du dialogue structuré entre experts sur l'Examen de la période 2013-2015 s'est poursuivie, co-animé par Andreas Fischlin (Suisse) et Zou Ji (Chine).

Corinne Le Quéré, du GIEC, a noté que la plus grande contribution au forçage radiatif total vient de l'augmentation de la concentration du dioxyde de carbone (CO₂) atmosphérique, ajoutant que les combustibles fossiles et la production de ciment représentent actuellement environ 90 % du total des émissions de CO₂.

Reto Knutti, du GIEC, a souligné que le carbone cumulé détermine le réchauffement, qui est largement indépendant du profil d'émissions. Il a indiqué que la plupart des aspects des changements climatiques vont persister pendant de nombreux siècles même si les émissions de CO₂ sont interrompues.

Au cours de la discussion, les participants ont abordé: la saturation des puits; le fait que l'incertitude des projections de l'augmentation de la température entraîne un budget carbone inférieur; l'évaluation du risque de rétroaction du cycle de carbone; les coûts d'adaptation; et des mesures sur les GES à courte durée de vie.

Le Président du TEC, Antonio Pflüger, a présenté un aperçu de l'évolution et de l'amélioration des mécanismes institutionnels concernant le transfert de technologies.

La Co-Présidente du CPF, Diann Black-Layne, a souligné que bien que le montant du financement des activités relatives au climat ait augmenté, il est insuffisant pour répondre à l'objectif de 2 °C.

Robert Dixon, du FEM, a présenté un aperçu des investissements du FEM relatifs aux changements climatiques dans les activités d'adaptation, d'atténuation et d'habilitation.

Au cours de la discussion, les participants ont abordé: les difficultés financières du FA et ses modalités d'accès direct; la possibilité d'appliquer certains aspects du FA au FVC; et la prochaine opérationnalisation du CRTD.

EXAMEN DE LA PÉRIODE 2013-2015: Le groupe de contact du SBI/SBSTA sur l'Examen de la période 2013-2015 s'est réuni dans la matinée, co-présidé par Gertraud Wollansky (Autriche) et Leon Charles (Vanuatu). Les délégués ont débattu: des conclusions de la SBSTA 39; de la façon de guider les travaux de l'ADP; et de la structure du rapport final.

Concernant les conclusions du SBSTA, de nombreux délégués ont exprimé leur soutien aux conclusions procédurales. Le BOTSWANA et l'AFRIQUE DU SUD ont suggéré que les conclusions reflètent que l'Examen se penche sur tous les éléments discutés dans le cadre de l'ADP, notamment l'adaptation, le transfert de technologies et le financement. Les PHILIPPINES, le BRÉSIL et d'autres pays en développement ont souligné la nécessité de contributions équilibrées de la part des experts nationaux des pays développés et en développement.

Concernant la façon de guider les travaux de l'ADP, de nombreux pays ont mis en garde contre la duplication des efforts. Trinité-et-Tobago ont suggéré, au nom de l'AOSIS, une approche

« progressive » qui tient compte de la l'évolution de l'ADP et un forum pour transmettre les travaux de ce groupe de contact à l'ADP. Les ÉTATS-UNIS et la SUISSE ont souligné l'importance du dialogue en cours au sein des délégations pour le partage d'informations.

Concernant le rapport final, l'UE a suggéré qu'il pourrait s'avérer impossible de convenir d'un rapport de synthèse « élaboré », alors que l'AOSIS a déclaré qu'un rapport de compilation correspondrait à « placer la barre trop bas ». Les points de vue des délégués ont divergé quant à savoir s'il faut procéder à la préparation d'un projet de texte ou des points en ce qui concerne les conclusions. Des consultations informelles auront lieu.

QUESTIONS RELATIVES AUX FINANCEMENTS

(CDP): Dans le groupe de contact de soirée sur les questions liées au financement, les Parties ont échangé des points de vue sur la hiérarchisation et l'échelonnement des sous-éléments.

Les Philippines, s'exprimant au nom du G-77/CHINE, ont suggéré un échelonnement du plus facile au plus difficile et ont déclaré que le groupe tentera de fournir un texte rapidement. L'UE a proposé d'avoir « des points de départ et d'arrivée clairs », et les ÉTATS-UNIS ont déclaré qu'ils attendent avec impatience le dialogue ministériel de haut niveau sur le financement. Beaucoup de Parties ont convenu que le sous-point sur les arrangements entre le FEM et la CdP est le moins controversé, tandis que le FLT est le plus difficile. De nombreux pays en développement, y compris la Colombie, au nom de l'AILAC, et l'ARABIE SAOUDITE, ont signalé le FLT comme une priorité. Les discussions sur les sous-éléments, en fonction de leur présentation en ordre alphabétique sur l'ordre du jour de la CdP, se poursuivront au cours des consultations informelles jeudi.

DANS LES COULOIRS

Mercredi, les délégués se sont installés dans leurs routines familières. Plusieurs semblaient satisfaits de la façon dont les nouveaux Co-Présidents de l'ADP menaient les discussions, en commençant par l'adaptation. Un délégué a qualifié le style comme étant « un bon équilibre entre une orientation vers un résultat, tout en demeurant inclusif ». Beaucoup ont toutefois noté que les déclarations dans les consultations ouvertes aujourd'hui jouaient des notes familières, « créant une cacophonie de points de vue ». Pourtant, comme le Co-Président Runge-Metzger l'a rappelé « c'est seulement mercredi ». Les ONG en particulier ont salué la façon dont la Chine « a remué le tout », comme l'a indiqué un délégué, par une motion d'ordre pour permettre l'accès des observateurs aux consultations ouvertes de l'ADP sur les deux secteurs d'activité.

Les discussions sur le financement dans le cadre de la CdP ont aussi laissé certains avec une sensation de déjà-vu. Malgré l'invocation poétique de Victor Hugo par l'ancien Co-Président du FVC, Zaheer Fakir, dans la plénière de la CdP, en déclarant que « rien n'est plus puissant qu'une idée dont l'heure est venue », en référence à la mise en œuvre du FVC, des différences se sont immiscées dans le groupe de contact sur le financement. Réentendant le refrain de Doha à savoir que cette CdP est une « CdP du financement », les pays en développement ont insisté sur leurs attentes en matière de résultats tangibles. Un pays développé a proposé que des engagements financiers peu élevés, nouveaux, seraient à venir, désignant Varsovie comme la « CdP de la mise en œuvre », incitant un pays en développement Partie à demander ce qu'il y aurait à mettre en œuvre, des « fonds vides? »

Opération de solidarité #COP4Haiyan: Surveillez la tempête sur Twitter qui sera lancée jeudi par les délégués de la jeunesse pour lever des fonds pour les Philippines: #COP4Haiyan.